# P R O F I L DE L'INDUSTRIE

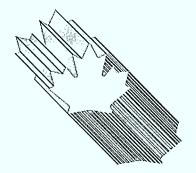


\*

Industrie, Sciences et Technologie Canada Industry, Science and Technology Canada

Édition

**Canadä** 



### P R O F I L

### DE L'INDUSTRIE

ÉDITION

1988

### AVANT-PROPOS

Etant donné l'évolution actuelle des échanges commerciaux et leur dynamique, l'industrie canadienne, pour survivre et prospérer, se doit de soutenir la concurrence internationale. Le profil présenté dans ces pages fait partie d'une série de documents qui sont des évaluations sommaires de la compétitivité de certains secteurs industriels. Ces évaluations tiennent compte de facteurs clés, dont l'application des techniques de pointe, et des changements qui surviendront dans le cadre de l'Accord de libre-échange. Ces profils ont été préparés en consultation avec les secteurs industriels visés.

Cette série est publiée au moment même où des dispositions sont prises pour créer le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, fusion du ministère de l'Expansion industrielle régionale et du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Ces documents seront mis à jour régulièrement et feront partie des publications du nouveau ministère. Je souhaite que ces profils soient utiles à tous ceux que l'expansion industrielle du Canada intéresse et qu'ils servent de base aux discussions sur l'évolution, les perspectives et l'orientation stratégique de l'industrie.

Vobut See Sithet

Ministre

# Canadä

### 1. Structure et rendement

#### Structure

L'industrie de l'édition regroupe les établissements spécialisés dans le seul domaine de l'édition commerciale ou dans les domaines conjugués de l'édition commerciale et de l'imprimerie. Elle compte 3 grands sous-secteurs : les journaux, les périodiques et les livres. L'édition comporte diverses activités telles que la collecte des nouvelles, la rédaction d'éditoriaux et la vente de publicité dans le cas des journaux et des périodiques, ainsi que le choix et l'édition de manuscrits dans le cas des livres. Environ le tiers des entreprises, éditeurs de quotidiens pour la plupart, se charge de leurs propres travaux d'impression; les autres les confient à contrat à des imprimeurs commerciaux. Les maisons d'édition sans but lucratif sont exclues de ce profil et l'imprimerie commerciale fait l'objet d'un autre profil de l'industrie.

En 1986, l'industrie canadienne de l'édition comptait environ 1 200 sociétés exploitant 1 450 établissements et employait 46 500 personnes de façon permanente, sans tenir compte des pigistes, en majorité des rédacteurs. Les expéditions, dont environ 80 p. 100 étaient des publications de langue anglaise, et les revenus liés aux publications parues au Canada s'élevaient à 4,6 milliards de dollars. Quant aux revenus des sous-secteurs des journaux et des périodiques, ils proviennent surtout de la vente de publicité.

En 1986, les exportations des éditeurs canadiens étaient estimées à 140 millions de dollars\* et les importations, à 1,6 milliard\*. En général ce sont surtout les grands éditeurs qui font le commerce des publications, principalement avec les États-Unis.

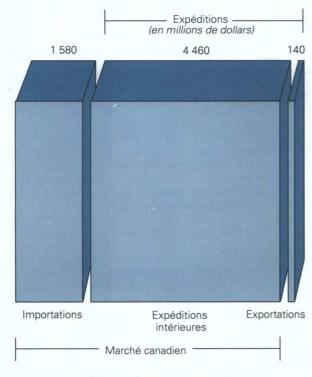
Les journaux, les périodiques et les livres, soit les 3 grands sous-secteurs de cette industrie, procurent environ 85 p. 100 des revenus, mais seules quelques sociétés œuvrent dans plus d'un de ces grands sous-secteurs; la plus grande partie des revenus restants provient de l'imprimerie commerciale, notamment de la production de catalogues et de feuillets publicitaires.

### Journaux

En 1986, ce sous-secteur regroupait quelque 500 établissements, employant près de 30 000 personnes, et ses revenus s'élevaient à environ 2,5 milliards de dollars, 75 p. 100 provenant de la publicité. La presque totalité des journaux canadiens sont de propriété canadienne. Même si plusieurs éditeurs canadiens possèdent des journaux aux États-Unis, leur part cumulée de ce marché est faible. Il y a peu d'échanges internationaux dans ce secteur, car les journaux répondent essentiellement à des besoins locaux. En 1986, les exportations canadiennes s'élevaient à moins de 10 millions de dollars et les importations se chiffraient à environ 30 millions.

<sup>\*</sup> Ces statistiques ne sont que des estimations, car les données de Statistique Canada ne font pas la différence entre éditeurs et imprimeurs commerciaux. En outre, les petites expéditions par voie postale ne sont pas incluses dans ces données.





1986 - Importations, exportations et expéditions intérieures\*.

\* Estimations pour 1986.

### **Périodiques**

En 1986, ce sous-secteur regroupait quelque 750 établissements, employant près de 10 000 personnes, et ses revenus s'élevaient à environ 800 millions de dollars, 60 p. 100 provenant de la publicité. La presque totalité des périodiques canadiens sont de propriété canadienne et près des deux tiers de la production de ce sous-secteur se composent de périodiques d'intérêt général, le reste des publications s'adressant à un public particulier : périodiques commerciaux, agricoles, religieux, scolaires et de sociétés fraternelles. Les exportations étaient estimées à 20 millions de dollars, soit près de 3 p. 100 du total des expéditions, alors que les importations, surtout des périodiques d'intérêt général, atteignaient 550 millions, soit environ 40 p. 100 du marché intérieur. Les publications américaines représentent quelque 75 p. 100 des ventes de périodiques d'intérêt général de langue anglaise au Canada.

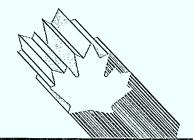
### Livres

En 1986, ce sous-secteur regroupait quelque 200 établissements employant près de 6 000 personnes et les ventes de livres parus au Canada s'élevaient à environ 525 millions de dollars. En outre, presque le tiers des éditeurs canadiens sert d'agents pour les éditeurs étrangers. En 1986, cette activité qui comprend l'importation et la commercialisation a réalisé un chiffre d'affaires supplémentaire voisin de 300 millions de dollars. Les exportations estimatives de livres canadiens atteignaient près de 110 millions, soit quelque 20 p. 100 de la production totale; toutefois, une seule maison comptait pour 90 p. 100 de toutes les exportations. Les importations, y compris les livres importés par d'autres sources, se chiffraient à 1 milliard, soit près de 70 p. 100 du marché canadien du livre.

Bien qu'en général les sous-secteurs des journaux et des périodiques soient de propriété canadienne, la situation est différente pour les livres. Les entreprises étrangères, surtout américaines et britanniques, comptent pour environ 40 p. 100 des ventes de livres parus au Canada et pour 70 p. 100 des ventes de livres importés. L'activité des agents représente environ 55 p. 100 du chiffre d'affaires de ces entreprises. De leur côté, les éditeurs canadiens ne tirent qu'à peu près 20 p. 100 de leur chiffre d'affaires de cette activité; même si elle ne leur procure qu'une faible part de leurs revenus, celle-ci leur permet de financer la publication de livres d'auteurs canadiens.

Dans les sous-secteurs des périodiques et des livres, la concurrence est vive entre maisons d'édition et publications. Dans celui des journaux, la concurrence directe entre 2 journaux publiés en même temps et servant le même marché géographique n'existe que dans quelques villes canadiennes.

Les maisons d'édition se trouvent surtout en Ontario et au Québec, et particulièrement à Toronto et à Montréal. Le sous-secteur des livres est le plus centralisé, et plus de 90 p. 100 des expéditions proviennent de ces deux régions métropolitaines.



Cette industrie se caractérise par la présence d'un grand nombre de petites entreprises. Environ 60 p. 100 d'entre elles comptent moins de 10 employés et assurent moins du dixième de toutes les expéditions. Par ailleurs, les entreprises comptant 100 employés et plus, soit environ 4 p. 100 du total, procurent presque 65 p. 100 des revenus de cette industrie. Au cours des 10 dernières années, la concentration des sociétés a beaucoup augmenté. Ainsi, dans le secteur des quotidiens, les 2 plus grandes chaînes accaparent plus de 55 p. 100 des revenus. Dans les soussecteurs des périodiques et des livres, le nombre de maisons d'édition qui se lancent en affaires et de celles qui ferment est très élevé. Par contre, depuis quelques années, le nombre de sociétés qui publient des journaux est demeuré relativement stable.

Au Canada, il existe près de 300 sociétés publiant surtout en français et dont les revenus s'élèvent à 1 milliard de dollars. En général, les entreprises dans le secteur des publications de langue française sont d'une envergure moindre que celles de langue anglaise. Dans le secteur français, le monopole des grandes sociétés est plus accentué dans le soussecteur des journaux; par ailleurs, dans le soussecteur des livres, la propriété étrangère est négligeable. Les revenus provenant des abonnements et des ventes à l'unité comptent pour près de 50 p. 100 des revenus des périodiques de langue française, contre 30 p. 100 environ pour ceux de langue anglaise.

En général la structure de l'industrie canadienne de l'édition est semblable à celle de la plupart des pays industrialisés. Aux États-Unis, par exemple, cette industrie se caractérise par la présence d'un grand nombre de petites entreprises, les maisons d'édition étant installées dans les États les plus peuplés où l'activité commerciale est intense. Le sous-secteur canadien des livres se distingue par l'importance de la propriété étrangère.

#### Rendement

Divers facteurs complémentaires influent sur la demande de publications : la population, le niveau de scolarité, les loisirs, le revenu disponible et l'activité commerciale générale.

Depuis toujours, le rendement de l'édition est supérieur à celui du secteur de la fabrication et de l'économie en général. De 1973 à 1986, le taux de croissance annuel de l'emploi était de 1 p. 100; pour les expéditions, en dollars courants, ce taux était de 12,4 p. 100 et la part de l'édition correspondant aux expéditions du secteur de la fabrication est passée de 1,6 p. 100 en 1973 à 1,8 p. 100 en 1986. La même tendance existe dans la plupart des pays industrialisés.

De 1973 à 1986, les exportations de publications se sont accrues à un rythme plus rapide que les expéditions sur le marché intérieur, et leur part de la production totale de l'industrie est passée d'environ 1,4 p. 100 à quelque 3 p. 100. La croissance des importations a suivi celle de la production canadienne, et leur part du marché intérieur s'est maintenue aux alentours de 26 p. 100.

Dans l'ensemble, le secteur canadien de l'édition a connu un meilleur rendement financier que celui de la fabrication, en raison surtout de la forte rentabilité des journaux et non pas des éditeurs canadiens de périodiques et de livres. Les taux de rentabilité et de rendement du capital investi par les éditeurs de périodiques et de livres, surtout les périodiques d'intérêt général et les livres spécialisés tels les romans et les ouvrages généraux, ont toujours été très volatils. De plus, étant donné que ces produits se démodent rapidement et que les goûts des consommateurs évoluent sans cesse, le facteur risque de ces sous-secteurs est très important.

La maximisation des bénéfices n'est pas forcément la principale motivation des éditeurs; la possibilité de faire valoir un point de vue particulier, de développer un intérêt ou de disséminer l'information peut être un motif plus important. De fait, toutes les maisons d'édition utilisent fréquemment les bénéfices tirés de leurs grands succès en librairie pour compenser les déficits éventuels d'ouvrages dont la rentabilité est incertaine. Toutes les maisons d'édition, non seulement les canadiennes, connaissent cette association d'initiatives prometteuses et de projets incertains.

### 2. Forces et faiblesses

#### **Facteurs structurels**

Le sous-secteur des journaux étant essentiellement axé sur le marché local, les échanges internationaux sont rares. A l'échelle du pays, ce sous-secteur est stable et rentable. La plupart des éditeurs de journaux recourent aux techniques les plus avancées pour améliorer la qualité et contrôler les coûts.

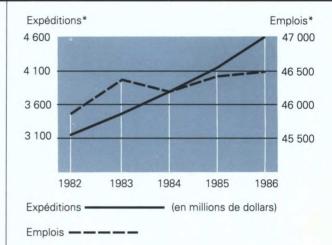
Les sous-secteurs des périodiques et des livres doivent, pour leur part, soutenir la concurrence internationale. Pour déterminer le degré de compétitivité internationale dans ces sous-secteurs, il faut surtout tenir compte du facteur « contenu », c'est-à-dire la recherche et la commercialisation d'ouvrages et d'auteurs aptes à plaire au grand public. Quant aux périodiques, les éditeurs comptent sur leur tirage pour attirer les annonceurs publicitaires. Les sous-secteurs canadiens et américains des livres et des périodiques n'ont pas les mêmes chances de découvrir les talents et de commercialiser leurs ouvrages de façon soutenue, étant donné l'écart important entre l'envergure de leur marché et le calibre de leurs sociétés.



Dans le sous-secteur des livres, l'importance des maisons d'édition et les avantages économiques qui en découlent — résultant, en retour, de l'ampleur de leur marché — permettent aux grands éditeurs américains et britanniques, et à leurs filiales canadiennes, de publier les meilleurs auteurs et les meilleurs ouvrages. Ces maisons d'édition étrangères réussissent aussi à attirer les auteurs canadiens qui ont été découverts et encouragés par des éditeurs canadiens, dès qu'ils ont acquis une renommée nationale. En outre, elles sont en mesure de mettre sur pied d'importantes campagnes publicitaires. A quelques exceptions près, le secteur canadien de l'édition connaît les faiblesses généralement associées aux petites entreprises, ainsi que la sous-capitalisation pour la majorité d'entre elles. Après avoir absorbé les coûts de création et d'imprimerie, ces sociétés ne possèdent plus les ressources nécessaires pour lancer les campagnes de publicité qui s'imposeraient, au Canada ou à l'étranger. Par ailleurs, la plupart n'ont pas les movens d'embaucher suffisamment de gestionnaires et de techniciens. Ces faiblesses touchent particulièrement le secteur des publications de langue française, compte tenu du faible bassin

Dans le sous-secteur des périodiques, l'écart entre le calibre des entreprises canadiennes et des sociétés américaines est moins prononcé, mais il reste que ce facteur compte, surtout pour les périodiques d'intérêt général. Étant donné l'importance de leur audience et des revenus provenant de la publicité, les grandes maisons d'édition américaines sont plus en mesure d'offrir des périodiques ayant une présentation plus attrayante et traitant d'une gamme de sujets plus étendue.

En général les coûts de fabrication ne jouent qu'un rôle secondaire quant à l'établissement de la compétitivité internationale de l'industrie de l'édition. L'achat de matières premières et de fournitures compte pour environ 30 p. 100 de la valeur des expéditions de cette industrie, contre 60 p. 100 en moyenne pour l'ensemble des industries de fabrication. Le papier et l'encre sont les 2 principales matières premières dont l'approvisionnement s'est fait assez facilement au cours des dernières années, même si parfois il y a eu pénurie de certaines qualités et de certains formats de papiers canadiens. Compte tenu du taux de change, les prix de la plupart des matières premières dans ce domaine sont un peu plus bas au Canada qu'aux États-Unis.



\* Estimations pour 1986.

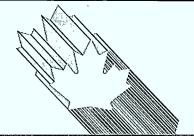
Tant au Canada qu'aux États-Unis, l'édition est encore une industrie faisant appel à une abondante main-d'œuvre et la plupart des emplois sont des emplois spécialisés. Depuis quelques années, l'embauche de personnel n'est plus un problème critique pour cette industrie. A l'heure actuelle, dans le secteur canadien de l'édition et de l'imprimerie, les salaires horaires moyens sont d'environ 10 p. 100 inférieurs à ceux payés aux États-Unis, après conversion des taux de change. Par ailleurs, la productivité de la main-d'œuvre, toujours compte tenu du taux de change, est d'environ 25 p. 100 plus élevée aux États-Unis.

Le secteur américain des périodiques et des livres est solidement établi sur le marché canadien, fixant donc les prix et limitant de ce fait la liberté de manœuvre des éditeurs canadiens quant à l'établissement du prix de publications comparables.

### Facteurs liés au commerce

Au Canada, tout comme sur les marchés américains, européens et japonais, les journaux, les périodiques et les livres entrent en franchise.

Cependant, la plupart des pays industrialisés ont mis en place des barrières non douanières pour protéger leur industrie. Au Canada, le gouvernement fédéral a pris certaines dispositions afin d'encourager les annonceurs à recourir à la presse écrite canadienne pour faire connaître leurs produits aux consommateurs. En outre, plusieurs provinces, à l'instar de bon nombre d'États américains et de pays européens, ont fixé des normes relatives au contenu national des livres scolaires.



A titre d'industrie culturelle, l'édition est pratiquement exclue de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Aux termes de l'Accord, le Canada s'est engagé à supprimer, à compter du 1er janvier 1989, l'obligation d'insérer l'expression imprimé au Canada de la liste des normes définissant les journaux et les périodiques canadiens aux fins de dépenses publicitaires admissibles à une déduction fiscale. Quant aux investissements étrangers dans le secteur culturel, advenant le dessaisissement d'un investisseur américain dont l'entreprise est installée au Canada, le gouvernement fédéral offrira d'acheter l'entreprise en question à cet investisseur et ce, à sa juste valeur marchande, déterminée à la suite d'une évaluation indépendante et impartiale. Par conséquent, l'Accord n'influera pas sur les mesures mises en place par le gouvernement pour aider et protéger l'industrie canadienne de l'édition. Par ailleurs, les États-Unis n'interviennent pas dans le domaine de l'édition.

### Facteurs technologiques

En général l'industrie de l'édition, comme celle de l'imprimerie, s'en remet aux fabricants de machines et de matériel de pointe. Plusieurs techniques se font concurrence pour l'impression et pour la préimpression (composition et clichage). Les fournisseurs qui cherchent à élargir leur part du marché ont donc entrepris d'importants travaux de R-D, la plupart hors du Canada, mais les techniques de fabrication sont accessibles partout dans le monde.

Au cours de la dernière décennie, les maisons d'édition qui ne disposaient pas d'imprimerie ont acheté du matériel de préimpression (notamment pour la composition et l'éditique) par mesure d'économie. Le secteur des quotidiens utilise les dernières techniques de télécommunications pour recevoir nouvelles et dépêches des correspondants et échanger des informations entre les chaînes de journaux et leurs affiliés. Actuellement, un quotidien canadien, imprimé simultanément dans 4 villes, transmet ses articles par satellite directement entre le siège social du journal et ses filiales.

### **Autres facteurs**

Au cours des années, le gouvernement fédéral a adopté diverses mesures en vue de soutenir l'industrie de l'édition, surtout les sous-secteurs des périodiques et des livres. Ces mesures visent à protéger la culture canadienne en procurant aux auteurs canadiens un milieu ambiant où ils peuvent s'épanouir, s'exprimer et étudier diverses questions en les replaçant dans le contexte canadien. Outre les dispositions déjà décrites, l'aide de l'État prend les formes suivantes:

• Aide financière aux éditeurs aux termes du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition du ministère des Communications pour des projets visant à améliorer leur rentabilité, ainsi qu'aux associations commerciales pour des travaux de R-D visant à favoriser l'ensemble du sous-secteur.

- Subventions du Conseil des arts du Canada pour la publication de périodiques littéraires et artistiques, ainsi que d'ouvrages de valeur culturelle, et subventions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour les périodiques de sociétés savantes.
- Tarifs postaux de deuxième classe subventionnés pour diverses publications (canadiennes ou importées). Les périodiques et les livres sont les 2 principaux bénéficiaires de cette mesure.
- Éxonération de la taxe de vente fédérale pour les journaux, les périodiques et les livres (canadiens ou importés).

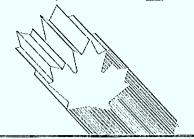
En juillet 1985, le gouvernement du Canada adoptait une politique de « canadianisation » du secteur de l'édition et de la distribution de livres. L'établissement ou l'achat direct d'entreprises situées au Canada par des investisseurs étrangers n'est permise que si l'investissement se fait par l'intermédiaire d'une coentreprise sous contrôle canadien. Dans le cas d'une acquisition indirecte, l'investisseur étranger doit s'engager à en céder le contrôle à des Canadiens dans un délai raisonnable, habituellement 2 ans, et ce, à sa juste valeur marchande.

Toutes les publications sont soumises aux dispositions de la *Loi sur le droit d'auteur*, promulguée en 1924. Étant donné que cette loi est tombée en désuétude et ne protège plus les auteurs, une première série de modifications a été apportée en juin 1988.

Plusieurs gouvernements provinciaux, notamment ceux du Québec et de l'Ontario, soutiennent les sous-secteurs des périodiques et des livres, tant au moyen de subventions que de règlements.

# 3. Évolution de l'environnement

Dans l'ensemble, la croissance à moyen terme de la demande de publications devrait être légèrement inférieure à celle notée récemment, mais supérieure à celle du produit intérieur brut. Les loisirs et le niveau de scolarité de la population restent des facteurs qui jouent en faveur de cette industrie. Le faible taux de la croissance démographique et la vive concurrence d'autres activités de loisirs auront un effet négatif sur la demande, alors que le vieillissement de la population aura des effets divers sur cette industrie. Enfin, au cours de la prochaine décennie, les progrès techniques dans le domaine des communications, par exemple le vidéotex et le disque compact, auront peut-être un effet défavorable sur certains types de publications. En général la demande de périodiques et de livres devrait augmenter plus rapidement que la demande de journaux car, pour le tirage, ce marché est proche du point de saturation.



A l'échelle internationale, les États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Europe de l'Ouest, devraient rester à moyen terme des débouchés intéressants pour l'exportation de publications canadiennes. Cependant, la concurrence des importations devrait se maintenir.

A moyen terme, la structure des sous-secteurs des journaux et des périodiques canadiens et leurs modes d'exploitation devraient rester sensiblement les mêmes. Dans le secteur des livres, la politique officielle devrait entraîner une diminution de la propriété étrangère. Aucune grave pénurie de papier ou d'autres matières premières n'est prévue. Il ne devrait pas se produire de changements importants dans les techniques de fabrication, car les efforts porteront surtout sur l'amélioration des techniques actuelles au cours des 5 prochaines années. Enfin, les maisons d'édition continueront d'investir dans l'achat de matériel de préimpression.

L'Accord ne devrait pas avoir d'effet direct sur cette industrie. La suppression de l'obligation d'insérer l'expression *imprimé au Canada* de la liste des normes définissant les journaux et les périodiques permettra aux éditeurs canadiens de confier, dans une certaine mesure, l'impression de leurs publications en sous-traitance aux imprimeries américaines et non exclusivement aux imprimeries canadiennes. Toutefois, en raison des frais de transport et de la nécessité pour certains éditeurs canadiens de conserver une image typiquement canadienne, seul un petit nombre de journaux et de périodiques canadiens sera en mesure de profiter de cette nouvelle mesure.

# 4. Évaluation de la compétitivité

En général le sous-secteur des journaux est rentable et puisqu'il est axé sur le marché intérieur, la concurrence internationale est un facteur négligeable.

Cependant, les sous-secteurs des périodiques et des livres doivent soutenir la concurrence étrangère. Actuellement, la majorité des maisons d'édition canadiennes ne sont pas concurrentielles à l'échelle internationale et il est peu probable qu'elles le deviennent dans un proche avenir. En raison de leur calibre, elles sont économiquement désavantagées par rapport aux grands éditeurs américains, britanniques et français, et à leurs filiales canadiennes; ce même désavantage se retrouve dans le sous-secteur des périodiques, surtout les publications d'intérêt général.

Comme il a déjà été souligné, l'Accord de libreéchange n'aura pratiquement pas d'effet sur l'industrie canadienne de l'édition et il n'influera pas non plus sur les mesures officielles visant à soutenir ce secteur.

Pour de plus amples renseignements sur ce dossier, s'adresser à :

Industries des services et des biens de consommation Industrie, Sciences et Technologie Canada Objet : Édition 235, rue Queen Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél.: (613) 954-3105

PRINCIPALES S	STATISTIQUES	C.	TI 283	1, 2839	, 2841	et 2849	(1980
		1973	1982	1983	1984	1985	1986
	Établissements	1 164	1 359	1 480	1 467	1 458	1 450
	Emplois	41 178	45 832	46 365	46 200	46 433	46 500 <sup>e</sup>
	Expéditions/revenus*/**	1 055	3 121	3 427	3 793	4 151	4 600
	Produit intérieur brut***	n.d.	1 514	1 609	1 672	1 701	1 846
	Investissements**	35	90	89	115	100	83
	Bénéfices après impôts** (en % du revenu)	92 8,7	205 5,3	282 6,9	279 6,1	291 5,7	n.d. n.d.
STATISTIQUES	COMMERCIALES						
		1973	1982	1983	1984	1985	1986
	Exportations**	15 <sup>e</sup>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	140
	Expéditions intérieures*/**	1 040 <sup>e</sup>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4 460
	Importations**	370e	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 580
	Marché intérieur*/**	1 410 <sup>e</sup>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	6 040
	Exportations (en % des expéditions)	1,4 <sup>e</sup>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3,0
	Importations (en % du marché intérieur)	26,2 <sup>e</sup>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	26,2
	Source des importations (en %)			ÉU.	CEE	Asie	Autres
	(en 70)		1986 <sup>e</sup>	86,7	11,2	1,2	0,9
	Destination des exportations	F 1 1 1 1 1		ÉU.	CEE	Asie	Autres
	(en %)		1986 <sup>e</sup>	95,6	3,0	0,2	1,2



### RÉPARTITION RÉGIONALE — Moyenne des 3 dernières années

	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	СВ.
Établissements (en %)	5	23	41	18	13
Emplois (en %)	5	19	48	17	11
Expéditions (en %)	3	26	47	14	10

### PRINCIPALES SOCIÉTÉS

Nom	Propriété	Emplacement	
Thomson Newspapers	canadienne	au Canada et à l'étranger	
Torstar	canadienne	en Ontario et à l'étranger	
Southam (édition seulement)	canadienne	Québec, Ontario, Alberta, CB et à l'étranger	
Maclean Hunter (édition seulement)	canadienne	Québec, Ontario, Alberta et à l'étranger	

e Ces statistiques ne sont que des estimations, car les données de Statistique Canada ne font pas la différence entre éditeurs et imprimeurs commerciaux. En outre, les petites expéditions par voie postale ne sont pas incluses dans ces données.

<sup>\*</sup> Publications parues au Canada seulement. Exclut les revenus provenant des agents. \*\* Les montants indiqués sont exprimés en millions de dollars.

<sup>\*\*\*</sup> Les montants indiqués sont exprimés en millions de dollars constants de 1981.

### **Bureaux** régionaux



### Terre-Neuve

Parsons Building 90, avenue O'Leary C.P. 8950 ST. JOHN'S (Terre-Neuve) A1B 3R9

Tél.: (709) 772-4053

### Île-du-Prince-Édouard

Confederation Court Mall 134, rue Kent bureau 400 C.P. 1115 CHARLOTTETOWN (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7M8 Tél.: (902) 566-7400

### Nouvelle-Écosse

1496, rue Lower Water C.P. 940, succ. M HAI IFAX (Nouvelle-Écosse) **B3J 2V9** 

Tél.: (902) 426-2018

### Nouveau-Brunswick

770. rue Main C.P. 1210 MONCTON (Nouveau-Brunswick) F1C 8P9 Tél.: (506) 857-6400

PU 3026

**PATE DUE - DATE DE RETOUR** 

### Québec

Tour de la Bourse 800, place Victoria bureau 3800 C.P. 247 MONTRÉAL (Québec) H4Z 1E8 Tél.: (514) 283-8185

### Ontario

Dominion Public Building 1, rue Front ouest 4e étage TORONTO (Ontario) M5J 1A4 Tél.: (416) 973-5000

### Manitoba

330, avenue Portage

### Colombie-Britannique

Scotia Tower 9e étage, bureau 900 C.P. 11610 650, rue Georgia ouest **VANCOUVER** (Colombie-Britannique) V6B 5H8 Tél.: (604) 666-0434

### Yukon

108, rue Lambert bureau 301 WHITEHORSE (Yukon) Y1A 172 Tél.: (403) 668-4655

### Territoires du Nord-Ouest

Precambrian Building al 6100 (88/8) LGGL (8/88) 'KNIFF s du Nord-Ouest) 3) 920-8568

> Publishing : industry profil Canada, Industry, Science an QUEEN HD 9505 . C3 I5 P5 1988

> > Pour obtenir des exemplaires de ce profil, s'adresser au :

Centre des entreprises Direction générale des communications Industrie, Sciences et Technologie Canada 235, rue Queen OTTAWA (Ontario) K1A 0H5

Tél.: (613) 995-5771